



PREAVIS MUNICIPAL No 20-10

Sainte-Croix, le 14 septembre 2020
Au conseil communal de et à Sainte-Croix

Arrêté d'imposition pour l'année 2021

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Conseillers,

Préambule

Notre arrêté d'imposition adopté par le Conseil communal en date du 28 octobre 2019 arrive à échéance au 31 décembre 2020.

Conformément aux dispositions de l'article 33 de la loi sur les impôts communaux du 5 décembre 1956, nous avons l'honneur de soumettre à votre approbation le projet d'arrêté d'imposition pour **2021**.

A. Situation financière – premières estimations des comptes 2020 – éléments du budget 2021

Effets financiers liés à la crise sanitaire COVID

La gestion communale s'est adaptée aux effets de la crise COVID. La Municipalité a mis en œuvre avec toute la rigueur qui s'impose les différentes mesures permettant d'enrayer la propagation du Coronavirus. Elle a veillé tout particulièrement à la protection de ses collaboratrices et collaborateurs. Plusieurs d'entre eux présentant des risques élevés sont restés à la maison, il en était de même pour les personnes en quarantaine préventive et les parents qui n'avaient pas de moyen de garde.

Les guichets ont été fermés dès le 17 mars et ré-ouverts partiellement puis complètement dès le début du mois de mai. Le télétravail a permis de maintenir un service minimum nécessaire dans l'administration et une présence alternée aux bureaux communaux. Quant aux services techniques, les tâches inévitables au service de la population tels le ramassage des ordures, la garantie et la surveillance d'alimentation en gaz et eau ont été maintenues. La conciergerie dont les travaux ont fluctué tout au long de cette période d'instabilité a assuré le service minimum lors de la fermeture des locaux mais s'est adaptée aux exigences toujours plus élevées de désinfection au fur et à mesure des réouvertures des locaux et installations. La reprise de l'enseignement a provoqué un surplus de travail nécessitant une aide externe. Ces mesures continuent actuellement et se maintiendront vraisemblablement au début de 2021.

En accord avec la société industrielle et commerciale (SIC) de la région et de la Commune de Bullet, des mesures ont été prises pour atténuer les effets du ralentissement économique et redynamiser les commerces locaux.

Il est évident que ces efforts engendrent des coûts imprévus par l'utilisation accrue de matériel de désinfection/nettoyage et de renfort pour les nettoyages. Les communes ne bénéficient pas des indemnités de réduction de l'horaire de travail (RHT) pour leur personnel resté en inactivité. Il en est de même pour la fermeture partielle des structures d'accueil de jour des enfants. La garantie des versements intégraux des salaires a été donnée pour tous les employés communaux et des infrastructures d'accueil de jour des enfants. Les surcoûts liés à cette pandémie sont importants. Ils seront répertoriés dans un chapitre spécifique aux comptes 2020.

Evolution des recettes fiscales

Les encaissements par les personnes morales sont en régression de Chf 235'000.- au début septembre 2020 soit env. le 50 % de l'année 2019. L'effet COVID y joue certainement un rôle important.

Pour les personnes physiques, les versements 2020 sont identiques à 2019. Nous constatons que les contribuables n'ont pas modifié leurs acomptes 2020 tel qu'ils auraient pu le demander. L'effet COVID pourrait se reporter sur les acomptes 2021 mais dans une moindre mesure pour les personnes physiques.

Ce point est corroboré par les informations quant aux premières taxations 2019 (hors COVID). La situation montre une amélioration de la capacité financière de nos contribuables, cela est réjouissant. En outre, il existe toujours un rattrapage des années antérieures. A fin juillet 2020, nous constatons que le budget 2020 des revenus fiscaux sera tenu voire amélioré si la tendance observée se confirme dans le temps.

Notre valeur du point d'impôt de Chf 20.62 (en 2019) devrait être maintenu en 2020, il reste toutefois bien en deçà de la moyenne cantonale qui est de Chf 44.82 (2018).

Evolution des recettes fiscales 2016-2019

| Sainte-Croix | Moyenne 2015-2019 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 |
|---|------------------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Nbre d'habitant | 4'853 | 4'763 | 4'851 | 4'919 | 4'845 | 4'888 |
| Taux "Impôt Foncier" | 100 | 100.0 | 100.0 | 100.0 | 100.0 | 100.0 |
| Taux d'impôts | 70 | 70.0 | 70.0 | 70.0 | 70.0 | 70.0 |
| Impôt sur le revenu PP | 5'429'354 | 4'874'707 | 5'231'883 | 5'576'253 | 5'522'397 | 5'941'530 |
| Impôt sur la fortune PP | 692'665 | 680'818 | 666'118 | 655'255 | 777'766 | 683'368 |
| Impôt sur le bénéfice PM | 282'760 | 325'588 | 218'796 | 253'264 | 293'105 | 323'048 |
| Part rétribution RIE III | 41'349 | | | | | 41'349 |
| Impôt sur le capital PM | 38'709 | 40'146 | 20'664 | 16'572 | 39'576 | 76'586 |
| Impôt sur la dépense (anc. Spécial étranger) | 22'305 | 15'461 | 20'501 | 20'501 | 23'994 | 31'067 |
| Sous-total impôts liés au taux | 6'507'142 | 5'936'721 | 6'157'961 | 6'521'845 | 6'656'838 | 7'096'948 |
| Valeur point d'impôts liés au taux | 92'368 | 84'810 | 87'971 | 93'169 | 95'098 | 100'794 |
| Valeur point d'impôts liés au taux/hab | 19.03 | 17.81 | 18.13 | 18.94 | 19.63 | 20.62 |
| Impôt spécial affecté | 0 | 0 | | 0 | | |
| Impôt personnel fixe | 0 | 0 | | 0 | | |
| Impôt à la source | 158'653 | 185'243 | 174'469 | 192'600 | 126'851 | 114'101 |
| Impôt complémentaire sur immeubles PM | 39'934 | 33'497 | 34'091 | 26'905 | 51'403 | 53'776 |
| ./. Remb. impôt compl. sur immeubles PM | 0 | 0 | | 0 | | |
| Impôt foncier | 565'370 | 540'209 | 542'672 | 562'789 | 583'423 | 597'754 |
| Impôts récupérés après défalcatons | 37'242 | 47'148 | 35'211 | 25'893 | 55'886 | 22'074 |
| Pertes sur débiteurs (défalcatons/remises) | -233'295 | -201'523 | -206'112 | -274'598 | -253'887 | -230'357 |
| Imputation forfaitaire ??? | -1'355 | -842 | -2'238 | -192 | -235 | -3'268 |
| Part cantonale RIE III | | | | | | |
| Sous-total impôts | 7'073'690 | 6'540'452 | 6'736'054 | 7'055'241 | 7'220'279 | 7'651'028 |
| Valeur point d'impôt péréquation | 100'980 | 93'435 | 96'229 | 100'789 | 103'147 | 109'300 |
| Valeur point d'impôt péréquation/hab | 20.78 | 19.62 | 19.84 | 20.49 | 21.29 | 22.36 |

Estimation de l'évolution des comptes 2020

A fin 2019, notre endettement atteignait 24.9 mios dont 21.5 mios d'emprunts. La crise du COVID a provoqué des retards tant dans la gestion administrative que la réalisation de certains projets. Prévus à hauteur de Chf 5.5 mios dans le budget 2020, les préavis ne devraient être réalisés que pour Chf 2.7 mios selon nos estimations à fin août. Des budgets d'exploitation ne seront pas utilisés également. Si cela représentera un gain en 2020, ces travaux ne seront que retardés et grèveront les futurs exercices.

Nous tablons sur une marge d'autofinancement 2020 de Chf 3,1 mios, ce qui permettrait de réduire notre dette à Chf 20.5 mios au 31.12.2020.

Les effets des intérêts débiteurs

Le marché des emprunts reste historiquement bas ; notre taux moyen se situe à 0.75% actuellement et les renouvellements sont conclus à des taux inférieurs à 1 % sur du long terme (8-10 ans) voire nettement moindres pour du plus court terme.

N'oublions pas cet argent bon marché devra être remboursé dans les budgets futurs.

Accord UCV / Conseil d'Etat sur la participation à la cohésion sociale

Par un communiqué du 25 août 2020, l'Union des Communes Vaudoises (UCV) et le Conseil d'Etat annonçaient la validation d'un protocole d'accord relatif à la participation à la cohésion sociale. La répartition entre l'Etat et les communes des dépenses sociales annuelles sera rééquilibrée progressivement puis pérenne dès 2028. Le Canton assumerait une part plus importante de la facture sociale de l'ordre de 40 millions en 2021 pour être portée à 150 millions en 2028 (voir 2026 si les finances cantonales le permettent). A cette échéance, la part des communes aux dépenses sociales serait de l'ordre de 36,7 % contre 50 % actuellement. Il s'agit d'une bonne nouvelle mais qui n'irait pas assez loin selon l'Association des Communes Vaudoise (AdCV) regroupant les communes les plus aisées du Canton et qui participent le plus aux charges sociales. Cette association a quitté la table des négociations dans le courant de cet été et seule l'UCV a mené à terme cet accord en portant la voix des communes membres.

L'UCV dont Sainte-Croix fait partie, se réjouit de la conclusion de cet accord qui permet de poursuivre les négociations sur la nouvelle péréquation intercommunale et sur la facture policière. Le Groupe de travail technique (GTT) de la nouvelle péréquation intercommunale (NPIV) travaille sur la péréquation depuis décembre 2019. Dès septembre 2020, la Plate-forme canton-communes se réunira une fois par mois pour examiner les rapports déjà finalisés. Il nous est annoncé qu'au plus tard à la fin juin 2021, le GTT-NIPV produira un bilan global estimant les effets financiers pour chaque commune en cas d'entrée en vigueur de la NIPV. Ce bilan global se basera sur les chiffres les plus récents et tiendra compte du rééquilibrage financier en faveur des communes par l'accord UCV / Conseil d'Etat.

La finalisation du projet avec les paramètres définitifs, la date d'entrée et les modalités précises pour son entrée en vigueur seront prises par la Plate-forme canton-communes. L'objectif est de prévoir une entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2023.

Nous savons que la péréquation est un élément favorable pour nos finances communales. Ces discussions en hautes sphères sont d'une grande importance. Nous espérons que le résultat final continuera à réduire les disparités des capacités financières des communes vaudoises.

A. Notre plan d'investissements 2020 - 2025

Le plan d'investissements est l'élément principal de la gestion financière d'une commune. Il représente la volonté ou le besoin de dépenses qui va au-delà du ménage courant pour le maintien du patrimoine communal ou du développement désiré pour la commune. Politiquement, chaque investissement est soumis au Conseil Communal par un préavis. Il relève de la volonté et/ou des obligations répertoriées par la Municipalité à l'état des connaissances lors du dépôt de ce préavis.

Présenté sous la forme d'un tableau, les dépenses sont comptabilisées sous déduction de la participation de tiers ou de subsides. Le montant final appelé « Dépense d'investissements nette » (DIN) est à la charge de la commune qui l'amortit dans les exercices futurs.

Notre plan d'investissements actualisé 2020-2025 prévoit des dépenses de l'ordre de Chf 52.2 millions et des participations de tiers de Chf 4.1 millions, soit un DIN à charge de la Commune de Chf 48.1 millions.

La comparaison du DIN de 48.1 millions avec les marges d'autofinancement prévues de 2020-2025 montre l'évolution de notre endettement qui augmenterait de Chf 28.5 millions.

| N° projet | Objet | No préavis | 2020 | | 2021 | | 2022 | | 2023 | | 2024 | | 2025 | | Total DIN 2025 | Après 2025 | | |
|-------------------------------------|--|------------|----------|----------|-----------------------------------|----------|-----------|----------|-----------|----------|-----------|----------|-----------|----------|----------------|------------|---|--|
| | | | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | | | | |
| Administration (1-2) | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1 | Signalétique tourisme | | | | 40'000 | | 45'000 | 5'000 | | | | | | | 80'000 | | | |
| 2 | GED-Cyberadministration | | | | | | 150'000 | | 50'000 | | | | | | 200'000 | | | |
| 3 | Archivages | 19.08 | 220'000 | | | | | | | | | | | | 220'000 | | | |
| 4 | Concept affichage | 16.07 | 10'000 | | | | | | | | | | | | 10'000 | | | |
| 5 | Rénovation bâtiment piscine (urgent) | 20.04 | 65'000 | | 35'000 | | | | | | | | | | 100'000 | | | |
| 6 | Rénovation bâtiment piscine | | | | 150'000 | | 500'000 | | 1'500'000 | | 1'500'000 | | | | 3'650'000 | | | |
| 7 | Mecanique d'ART - ECAL | | | | 50'000 | | 50'000 | | | | | | | | 100'000 | | | |
| 8 | Développement de la Communication | | | | 80'000 | | | | | | | | | | 80'000 | | | |
| Aménagement territoire (300) | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 9 | PGA - 5ème étape | 19.02 | 80'000 | 20'000 | | | | | | | | | | | 60'000 | | | |
| 10 | PGA - 6ème étape | | | | 50'000 | | 50'000 | | | | | | | | 100'000 | | | |
| 11 | PPA Gare | 15.02 | | | 35'000 | | | | | | | | | | 35'000 | | | |
| 12 | PPA "La Conversion" | 19.11 | 45'500 | | | | | | | | | | | | 45'500 | | | |
| 13 | PPA Replans - Chasseron | | | | | | | | 30'000 | | 30'000 | | | | 60'000 | | | |
| 14 | PPA "Rue du Temple" L'Auberson | 19.17 | 30'000 | 20'000 | | | | | | | | | | | 10'000 | | | |
| Forêts-Pâturages (32) | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 15 | Chemin vicinaux | | | | | | | | | | | | 1'000'000 | 400'000 | 600'000 | 900'000 | | |
| 16 | PGI - 1ère étape | 15.08 | 110'000 | 50'000 | | | | | | | | | | | 60'000 | | | |
| 17 | PGI - 2ème étape | | | | | | 575'000 | 213'000 | 430'000 | 198'000 | 484'000 | 185'000 | | | 893'000 | | | |
| 18 | Prise Bornand | | | | | | 300'000 | 40'000 | | | | | | | 260'000 | | | |
| 19 | Agrandissement "dépôt à plaquettes" | | | | | | 150'000 | | | | | | | | 150'000 | | | |
| 20 | Dalle béton Loge des Auges | | | | 60'000 | | | | | | | | | | 60'000 | | | |
| 21 | Route forestière de L'Onglette | | | | 380'000 | 270'000 | | | | | | | | | 110'000 | | | |
| 22 | Achats de petites parcelles forêts | | 40'000 | | | | | | | | | | | | 40'000 | | | |
| Bâtiments (34-35) | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 23 | Gittaz, anc. Locaux FC La Sagne | | | | | | | | | | 50'000 | | | | 50'000 | | | |
| 24 | Etude Halle Polyvalente | 911 | | | 25'000 | | | | | | | | | | 25'000 | | | |
| 25 | Halle Polyvalente | | | | | | | | | | 1'000'000 | | 2'000'000 | | 3'000'000 | 2'000'000 | | |
| 26 | Dépôts communaux | | | | 50'000 | | 100'000 | | 1'000'000 | | 2'500'000 | | 1'000'000 | | 4'650'000 | | | |
| 27 | Etude Salle gym Gare | 17.11 | 380'000 | | | | | | | | | | | | 380'000 | | | |
| 28 | Complément étude Salle gym Gare | 20.08 | 60'000 | | 150'000 | | | | | | | | | | 210'000 | | | |
| 29 | Salle gym - Gare (construction) | | | | 1'500'000 | | 4'000'000 | | 1'175'000 | | | | | | 6'675'000 | | | |
| 30 | PPA Conversion - dangers naturels | | | | 525'000 | | | | | | | | | | 525'000 | | | |
| 31 | Nouveau Musée - concours architectural | 17.09 | 18'000 | | | | | | | | | | | | 18'000 | | | |
| 32 | Nouveau Musée - études | 19.04 | 280'000 | | 220'000 | | | | | | | | | | 500'000 | | | |
| 33 | Nouveau Musée - réalisation | | | | Travaux financés par la Fondation | | | | | | | | | | | | 0 | |
| 34 | MAS - nouvelle affectation | | | | | | | | | | 100'000 | | 1'000'000 | | 1'100'000 | | | |
| 35 | Ancien Collège - toiture + façades | | | | | | | | | | | | 350'000 | | 350'000 | | | |
| 36 | La Conversion - Fenêtres + façades | | | | | | | | | | | | | | 0 | 700'000 | | |
| 37 | Dénériaz Dessous - toiture | | | | | | 200'000 | | | | | | | | 200'000 | | | |
| 38 | Salle gym l'Auberson - toit + cuisine | 20.03 | 120'000 | | 300'000 | 32'750 | | | | | | | | | 387'250 | | | |
| 39 | Agrandissement caserne SDIS | 19.07 | 300'000 | | 255'000 | 213'200 | | | | | | | | | 341'800 | | | |

| N° projet | Objet | No préavis | 2020 | | 2021 | | 2022 | | 2023 | | 2024 | | 2025 | | Total DIN 2025 | Après 2025 |
|-----------|--|------------|-----------|----------|-----------|-----------|------------|----------|-----------|----------|------------|----------|------------|----------|----------------|------------|
| | | | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | | |
| 40 | Salle gym la Chaux - toiture | | | | | | | | | | | | | | 0 | 250'000 |
| 41 | Mont de Baulmes dessus - toiture | | | | | | | | | | | | | | 0 | 300'000 |
| 42 | Collège Gare - Toiture, façades, fenêtres | | | | | | | | | | | | | | 0 | 1'500'000 |
| 43 | Ancien Collège - rénovation appt 1er | | 0 | | 120'000 | | | | | | | | | | 120'000 | |
| 44 | PPE Industrie 13-15 (bibliothèque) - toiture | | 0 | | | | 100'000 | | | | | | | | 100'000 | |
| 45 | Temple La Chaux - toiture, façades | | | | | | | | | | | 350'000 | | | 350'000 | 0 |
| 46 | Hotel Ville - aménagements extérieurs | | | | 50'000 | | 250'000 | | | | | | | | 300'000 | |
| 47 | Temple L'Auberson - toiture + façades | | | | | | | | | | | 330'000 | | | 330'000 | |
| 48 | Couvert préau collège Poste | 19.06 | 119'500 | 30'000 | | | | | | | | | | | 89'500 | |
| | Travaux (4) | | | | | | | | | | | | | | | |
| 49 | Aménagement "Gare Travys" et P+R | | | | 150'000 | | 350'000 | | 450'000 | | | | | | 950'000 | |
| 50 | Ch. du Platon | 17.04 | | | 80'000 | 40'000 | | | | | | | | | 40'000 | |
| 51 | Mur soutènement La Villette | | | | 170'000 | | | | | | | | | | 170'000 | |
| 52 | Escalier couvert du Temple | | | | | | 360'000 | | | | | | | | 360'000 | |
| 53 | Etude aménagement traversée RC | | | | 200'000 | | | | | | | | | | 200'000 | |
| 54 | L'Auberson - Etude Borne Euro-relais | | | | 30'000 | | | | | | | | | | 30'000 | |
| 55 | Platon 2 - zone d'activités | | | | 420'000 | | 300'000 | | | | | | | | 720'000 | |
| | Assainissement des routes (43) | | | | | | | | | | | | | | | |
| 56 | Rue du Jura - réfection | 15.18 | 500'000 | | | | | | | | | | | | 500'000 | |
| 57 | Rue Centrale - réfection | | | | | | | | | | | | 150'000 | | 150'000 | 3'900'000 |
| 58 | Rue du Tyrol - Etude | | | | | | | | 100'000 | | 150'000 | | | | 250'000 | |
| 59 | Rue du Tyrol - réfection | | | | | | | | | | | | 1'900'000 | | 1'900'000 | 1'900'000 |
| 60 | Parking Les Replans + trottoir | | | | | | 350'000 | | | | | | | | 350'000 | |
| 61 | Rue du Midi - réfection | | | | | | | | | | | | | | 0 | 950'000 |
| | Véhicules (433) | | | | | | | | | | | | | | | |
| 62 | Fraiseuse - épareuses | | | | | | 350'000 | | | | | | | | 350'000 | |
| 63 | Chargeuse | | | | 110'000 | | | | | | | | | | 110'000 | |
| 64 | Tracteur | | | | | | 160'000 | | | | | | | | 160'000 | |
| 65 | Autres véhicules | | | | | | | | 200'000 | | 220'000 | | 220'000 | | 640'000 | 1'500'000 |
| | Epuration (46) | | | | | | | | | | | | | | | |
| 66 | La Gittaz - équipements | | | | 2'000'000 | 500'000 | 1'200'000 | 300'000 | | | | | | | 2'400'000 | |
| 67 | Combe-de-Ville Investigations | 15.10 | 50'000 | 60'000 | | | | | | | | | | | -10'000 | |
| 68 | Herses à bois - Arnon et petit Arnon | 19.05 | | | 120'000 | | | | | | | | | | 120'000 | |
| 69 | STEP Villette - Rénovation | | | | 200'000 | 24'000 | 200'000 | 24'000 | 3'500'000 | 420'000 | 4'000'000 | 480'000 | 2'500'000 | 300'000 | 9'152'000 | 1'600'000 |
| | Police, inhumation (60-67) | | | | | | | | | | | | | | | |
| 70 | Centre funéraire | | | | | | | | | | 500'000 | | | | 500'000 | |
| | Réseau Eau (81) | | | | | | | | | | | | | | | |
| 71 | PDDE | 15.14 | | | 45'000 | 5'000 | | | | | | | | | 40'000 | |
| 72 | PDDE - Prospection - 2ème étape | 20.07 | 290'000 | | 21'250 | | | | | | | | | | 311'250 | |
| 73 | Vers-Chez-Jaccard / Chalets Rocher | | | | | | 350'000 | 100'000 | 1'200'000 | 110'000 | 800'000 | 70'000 | | | 2'070'000 | |
| 74 | Nouvelle production eau - suite PDDE | | | | | | | | | | | | | | 0 | 4'000'000 |
| | Réseau Gaz (83) | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | 2'718'000 | 180'000 | 7'621'250 | 1'084'950 | 10'090'000 | 682'000 | 9'635'000 | 728'000 | 11'334'000 | 735'000 | 10'800'000 | 700'000 | 52'198'250 | 19'500'000 |
| | | | 2'538'000 | | 6'536'300 | | 9'408'000 | | 8'907'000 | | 10'599'000 | | 10'100'000 | | 48'088'300 | |

Projets inclus dans le plan d'investissements

De 2020 à 2025, la Municipalité maintient la mise en place des objectifs et activités présentés dans le programme de législature. En regardant dans les détails, de gros investissements sont nécessaires pour le maintien de notre patrimoine existant (Chf 24 mios). Il s'agit en premier lieu de la réfection de la Station d'épuration de La Villette (Chf 9.2 mios à notre charge) – de réfections de routes (Chf 3.1 mios), pâturages (Chf 1.5 mios) et d'autres installations pour plus de Chf 7 mios. L'entretien des bâtiments communaux coûtera Chf 2.8 mios et Chf 3.8 mios sont prévus pour la piscine dont les choix ne sont pas clairement définis mais deviennent urgents. Le roulement du remplacement des véhicules suit son cours pour Chf 1.2 mios sur les 5 prochaines années.

L'aménagement du territoire qui doit déboucher sur un plan général d'affectation répondant aux besoins futurs de notre région et respectant les exigences cantonales est inscrit pour Chf 835'000.-. Il en découle des travaux d'aménagement d'une zone d'activités au Platon 2 pour Chf 720'000.-.

Sont mentionnés également des nouveaux projets pour Chf 23 mios. Certains sont obligatoires comme une nouvelle salle de gymnastique (Chf 7,2 mios), l'agrandissement de la caserne SDIS, l'équipement des Gittaz en infrastructures, un centre funéraire. Cette liste n'est pas exhaustive.

D'autres nouveaux projets n'ont pas de caractère obligatoire mais serviront au bien vivre de nos concitoyens et permettront d'accueillir de nouveaux habitants. Il s'agit, du déplacement des dépôts communaux pour permettre le développement du quartier de la Gare, un parking P+R, l'amorce d'une halle polyvalente demandée par les sociétés locales.

Le comité de pilotage (COFIL) du projet du Nouveau Musée s'active à mener à terme le financement et la réalisation du regroupement de nos 3 Musées. Financé à plus de 70 % à l'heure de la rédaction de ce préavis, ce projet de Chf 9.8 mios est en voie d'aboutir. Les recherches de fonds ne s'arrêtent pas pour autant et le COFIL se prononcera d'ici la fin de cette année sur la suite à donner.

C. Projections financières à l'horizon de 2025

L'établissement d'une projection financière nécessite de se baser sur des éléments concrets tels la situation financière actuelle et des options quant aux évolutions futures.

Notre projection à l'horizon 2025 tient compte :

- a) Du plan des investissements 2020-2025
- b) D'une légère augmentation de la population avec 5'200 personnes à fin 2025
- c) Des revenus fiscaux moyens identiques des nouveaux arrivants
- d) Pas de grosses influences globale de la péréquation jusqu'en 2025
- e) Du nouvel accord UCV / Conseil d'Etat qui réduit la charge des communes
- f) Des charges d'exploitation et des recettes liées aux investissements (Salle gymnastique, Caserne pompiers, bâtiments des Gittaz, Vers-chez-Jaccard, des pâturages, etc)
- g) Des recettes liées à la zone du Platon 2
- h) Des recettes liées aux taxes et impôts des nouveaux bâtiments en construction

Projection financière avec le maintien du **taux actuel de 70**

| CHARGES ET REVENUS PAR NATURE | | Comptes | Estimation | Prévisions | Prévisions | Prévisions | Prévisions | Prévisions |
|-------------------------------|--|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
| 3 | CHARGES | 27'909'986 | 29'049'650 | 26'897'747 | 27'226'545 | 27'871'487 | 28'459'429 | 29'242'627 |
| 30 | charges de personnel | 6'523'229 | 6'698'150 | 6'698'150 | 6'763'382 | 6'844'267 | 6'925'810 | 6'993'019 |
| 31 | biens, services et marchandises | 7'729'414 | 7'348'000 | 7'348'000 | 7'425'294 | 7'513'362 | 7'602'209 | 7'681'846 |
| 32 | intérêts des dettes | 161'441 | 190'000 | 195'456 | 188'222 | 227'986 | 301'219 | 367'754 |
| | + Var. intérêts sel. évol. de la dette et taux | | | -7'235 | 39'764 | 73'233 | 66'535 | 87'138 |
| 33 | amortissements SANS défalcons | 2'408'474 | 3'873'350 | 1'856'276 | 1'997'493 | 2'281'226 | 2'757'059 | 3'213'159 |
| | Amortissements complémentaires | | 800'000 | 750'000 | 650'000 | 500'000 | 50'000 | 0 |
| 330 | défalcons | 260'167 | 275'000 | 275'000 | 275'000 | 275'000 | 275'000 | 275'000 |
| 35 | particip.aux collectivités publiques | 7'273'964 | 6'790'500 | 6'710'500 | 6'819'530 | 7'159'307 | 7'499'758 | 7'611'452 |
| 36 | aides et subventions | 2'750'468 | 2'391'900 | 2'391'900 | 2'419'405 | 2'447'185 | 2'475'242 | 2'503'581 |
| 38 | attribution aux fonds | 802'829 | 682'750 | 679'700 | 648'396 | 549'922 | 506'596 | 509'679 |
| 4 | REVENUS | 27'994'457 | 29'090'250 | 26'945'251 | 27'260'899 | 27'927'790 | 28'508'253 | 28'975'441 |
| 40 | impôts | 10'353'770 | 9'940'200 | 9'940'200 | 10'115'488 | 10'285'311 | 10'390'929 | 10'571'979 |
| 41 | patentes et concessions | 25'267 | 22'000 | 22'000 | 22'252 | 22'507 | 22'765 | 23'026 |
| 42 | revenus du patrimoine | 3'010'161 | 2'898'800 | 2'898'800 | 2'938'902 | 3'214'305 | 3'478'011 | 3'509'025 |
| 43 | taxes, émoluments, ventes | 7'633'677 | 7'030'450 | 7'030'450 | 7'122'187 | 7'223'787 | 7'314'158 | 7'432'808 |
| 44 | part à des recettes cantonales | 371'529 | 239'000 | 239'000 | 242'716 | 246'468 | 250'258 | 294'086 |
| 45 | rembours.des collectivités publiques | 6'512'387 | 6'671'350 | 6'671'350 | 6'761'474 | 6'877'249 | 6'993'682 | 7'085'779 |
| 46 | autres prestations et subv.de tiers | 28'025 | 32'600 | 32'600 | 32'880 | 33'163 | 33'449 | 33'738 |
| 48 | prélèvements sur les fonds | 59'640 | 2'255'850 | 110'850 | 25'000 | 25'000 | 25'000 | 25'000 |
| | + Revenus suppl.liés aux investissements | | | | | | | |
| | Bénéfice / (-) Perte de l'exercice | 84'470 | 40'600 | 47'504 | 34'353 | 56'303 | 48'824 | -267'186 |
| | Marge d'autofinancement | 3'236'132 | 3'140'850 | 3'222'630 | 3'305'241 | 3'362'451 | 3'337'479 | 3'430'652 |
| | Investissements nets prévus / effectifs | 2'095'736 | 2'538'000 | 6'536'300 | 9'408'000 | 8'907'000 | 10'599'000 | 10'100'000 |
| | ./. Vente d'actifs (titres, terrains, bâtiments etc..) | | | | | | | |
| | Besoins de financement | | -602'850 | 3'313'670 | 6'102'759 | 5'544'549 | 7'261'521 | 6'669'348 |
| | Emprunts au 31.12 | 21'155'700 | 20'552'850 | 23'866'611 | 29'969'370 | 35'513'919 | 42'775'439 | 49'444'787 |
| | + Ligne de crédit NON utilisée | 1'000'000 | 1'000'000 | 1'000'000 | 1'000'000 | 1'000'000 | 1'000'000 | 1'000'000 |
| | Plafond d'emprunts maximum | 22'155'700 | 21'552'941 | 24'866'611 | 30'969'370 | 36'513'919 | 43'775'439 | 50'444'787 |

Cette projection montre qu'en reconduisant jusqu'à fin 2025 le taux d'impôts à 70 et que l'entier des préavis du plan d'investissements soient réalisés, nos emprunts atteindraient 49.4 millions à fin 2025 (Chf 50.4 mios avec la ligne de crédit non utilisée). Notre plafond d'emprunts actuel accepté par le Conseil communal pour la législature 2016-2021 (préavis 16-15) serait dépassé de 8 mios.

Il est intéressant de constater qu'en 2016, notre plafond des emprunts se basait sur un plan d'investissements ambitieux prévoyant des préavis pour Chf 46.8 mios à charge de la Commune. En finalité, les projets par préavis n'auront coûté « que » Chf 28.9 mios. Si des grands projets tels la Rue du Jura, l'équipement du secteur vers l'Hôpital, le bâtiment Métiers 3, la réfection du collège de L'Auberson, la 1^{ère} étape de la gestion des pâturages, ont bien été réalisés, d'autres ont été retardés (Rénovation bâtiments de la piscine, début des travaux d'une halle polyvalente et des dépôts communaux, réalisation de la salle de gymnastique, d'un bâtiment au Platon et d'un centre funéraire, rénovation de la Rue Centrale et l'équipement des Gittaz).

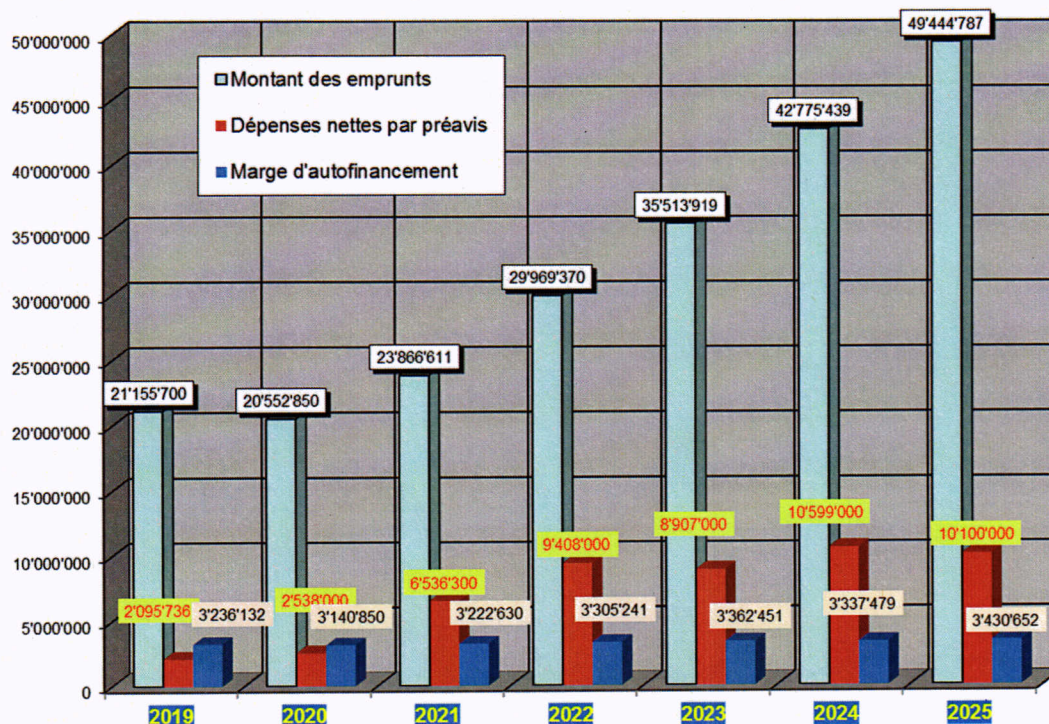
L'aspect bénéfique est que ces retards additionnés aux marges d'autofinancement dégagées au cours de ces exercices ont permis de contenir la dette bien en dessous des projections de 2016. Malheureusement,

ces non réalisations ou retard pèseront sur les prochains exercices où d'autres projets arriveront sans aucun doute comme la rénovation de la STEP de La Villette.

Au début d'une nouvelle législature, le plafond d'endettement doit être refixé. Cela sera le cas l'an prochain pour la période 2022-2026. Il résultera du nouveau programme de législature regroupant les intentions des nouvelles autorités et des obligations légales. Ce programme sera accompagné du plan adapté des investissements.

Le graphique ci-dessous montre l'évolution du plafond des emprunts avec le taux de 70 jusqu'en 2025 et la réalisation de l'entier des préavis répertoriés sur le plan d'investissements présentés dans ce préavis.

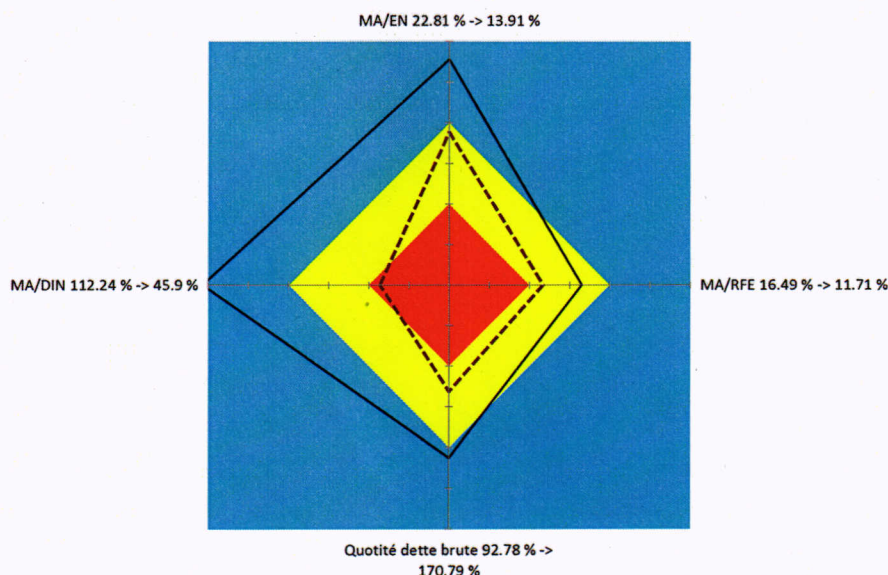
Evolution des emprunts 2019-2025



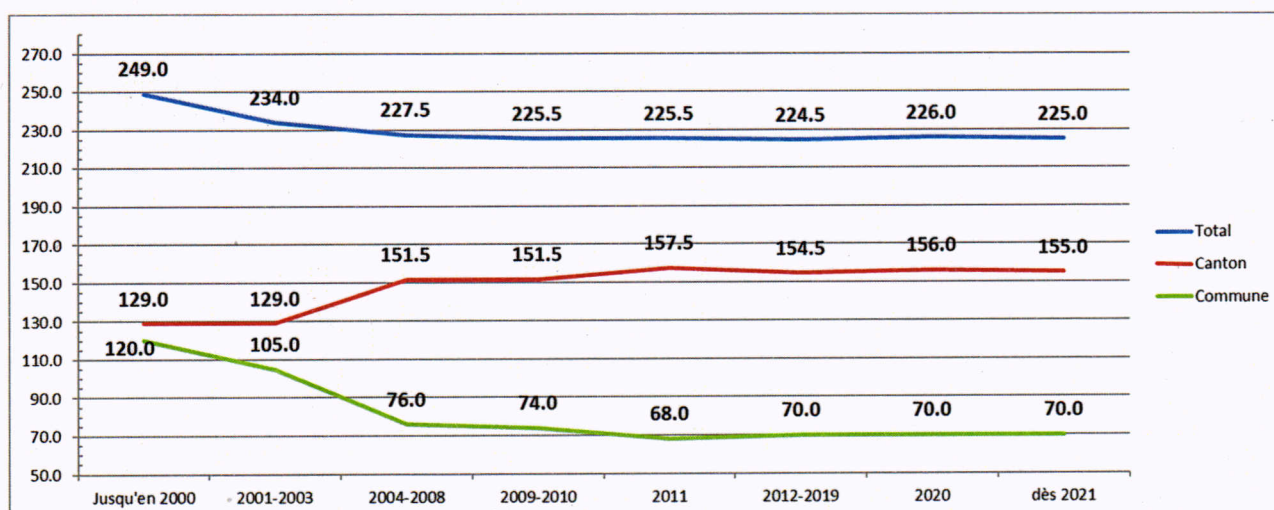
La situation financière de notre commune est très favorablement influencée par les taux très bas des emprunts - dont la moyenne de nos emprunts est inférieure à 0,8 % - et les retours de la péréquation. A court terme, les spécialistes ne prédisent pas une augmentation des intérêts alors que la péréquation sera revue à l'horizon de 2023. Ces éléments suscitent une inquiétude pour nos finances dans le futur. A l'horizon de 2025, une augmentation des taux d'intérêts de 1 % donc une moyenne à 1,75 % ce qui resterait très bas, provoquerait des charges d'intérêts de + Chf 495'000 ou 5 pts d'impôts.

Si les besoins en financement restent aussi élevés à court et moyen termes, des solutions devront être trouvées. La dette par habitant qui pourrait être portée à Chf 8'566 influencera négativement notre marge de manœuvre future.

Le graphique des 4 ratios démontre une péjoration de la situation financière entre la situation moyenne des années 2009-2018 et celle de 2019-2025. De 2018 à fin 2025, la projection de la quotité de la dette brute passe de 92,78 % à 170,79 % ce qui signifie que notre dette représentera 1,70 x nos revenus annuels. Cette augmentation est la conséquence que notre Commune ne pourra financer que le 45,9 % des préavis 2019-2025 par sa trésorerie, le solde par des emprunts.



L'évolution des taux d'impôts cantonal et communal depuis 2000 pour notre commune :



Comparaison intercommunale – taux 2020

Avec un taux de 70, notre commune est un peu supérieure à la moyenne cantonale de 67.90, mais bien placée par rapport aux communes avec qui nous collaborons ou qui nous ressemblent, soit :

| | | | |
|-------------------|------|------------|------|
| Baulmes | 76.5 | Vuiteboeuf | 77 |
| Mauborget | 70 | Bullet | 71.5 |
| Yverdon-les-Bains | 75 | Orbe | 75.5 |
| Vallorbe | 71.5 | Grandson | 69 |
| Chavornay | 70.5 | Payerne | 73 |
| Lausanne | 78.5 | Le Chenit | 68.5 |

A noter que le Canton s'est déjà prononcé pour une réduction en 2021 de 1 pt qui bénéficiera à tous les contribuables vaudois. Cette réduction sera maintenue de 2021 à 2023.

Position de la Municipalité

La Municipalité est consciente que de gros investissements « obligatoires » pèseront sur les finances communales dans un proche avenir. Les travaux de la STEP seront financés par les taxes afférentes à l'épuration dont une solide réserve a été créée ces derniers exercices. Cette réserve servira au financement

partiel de ce gros investissement. La salle de gymnastique bénéficiera au groupement scolaire dont une grosse partie est assumée par notre commune elle-même. Cette liste n'est bien entendu pas exhaustive mais ce sont des dépenses qui arriveront à courte échéance.

A l'approche d'une nouvelle législature, la Municipalité préfère laisser le choix de leurs ambitions aux nouvelles autorités élues au printemps prochain. Aussi, elle vous propose de maintenir le taux d'impôts actuel de 70 pour la seule année 2021. De nouvelles discussions auront lieu rapidement après le renouvellement des autorités en tenant compte également des contours de la future péréquation qui devraient être connus en juin 2021 selon le protocole d'accord UCV / Conseil d'Etat. Le renouvellement pour un seul exercice permet une adaptation dès 2022 si besoin ou une reconduction.

Aussi, la Municipalité vous propose pour l'année 2021 de maintenir le taux communal à 70.

CONCLUSION

Fondés sur ce qui précède, nous avons l'honneur de vous demander, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, de bien vouloir prendre la décision suivante :

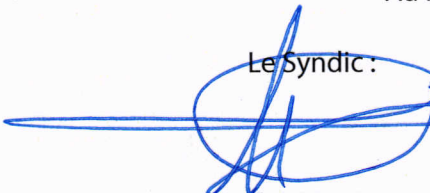
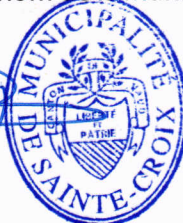
LE CONSEIL COMMUNAL DE SAINTE-CROIX

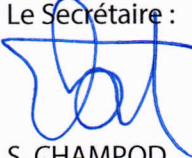
sur proposition de la Municipalité, entendu le rapport de sa commission et considérant que cet objet a été régulièrement porté à l'ordre du jour

d é c i d e :

- **d'adopter** l'arrêté d'imposition pour l'année **2021** tel que présenté, soit avec un taux de **70**;
- **de charger** la Municipalité de le faire approuver par le Conseil d'Etat

Au nom de la Municipalité :

Le Syndic :  
C. ROTEN

Le Secrétaire : 
S. CHAMPOD

Annexe ment.

Délégué municipal : Municipalité incorpore

A retourner en 4 exemplaires daté et signé
à la préfecture pour le.....

District de Jura-Nord vaudois
Commune de Sainte-Croix

ARRETE D'IMPOSITION pour 2021 à 2021

Le Conseil général/communal de Sainte-Croix.

Vu la loi du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux (ci-après : LICom) ;

Vu le projet d'arrêté d'imposition présenté par la Municipalité,

arrête :

Article premier - Il sera perçu pendant 1 an(s), dès le 1er janvier 2021, les impôts suivants :

1 Impôt sur le revenu et sur la fortune, sur le bénéfice et sur le capital, impôt minimum et impôt spécial dû par les étrangers.

En pour-cent de l'impôt cantonal de base : 70.0%

2 Impôt spécial particulièrement affecté à des dépenses déterminées

Pour-cent s'ajoutant à l'impôt sur le revenu, le bénéfice et l'impôt minimum 0.0%

3 Impôt foncier proportionnel sans défalcation des dettes basé sur l'estimation fiscale (100%) des immeubles

Immeubles sis sur le territoire de la commune :

par mille francs 1.0 Fr.

Constructions et installations durables édifiées sur le terrain d'autrui ou sur le domaine public sans être immatriculées au registre foncier (art. 20 LICom) :

par mille francs 0.0 Fr.

Sont exonérés :

- a) les immeubles de la Confédération et de ses établissements dans les limites fixées par la législation fédérale;
- b) les immeubles de l'Etat, des communes, des associations de communes, des fédérations de communes ou des agglomérations vaudoises, et de leurs établissements et fonds sans personnalité juridique, ainsi que les immeubles de personnes morales de droit public cantonal qui sont directement affectés à des services publics improductifs;
- c) les immeubles des Eglises reconnues de droit public (art. 170 al.1 Cst-VD), des paroisses et des personnes juridiques à but non lucratif qui, à des fins désintéressées, aident les Eglises dans l'accomplissement de leurs tâches et des communautés religieuses reconnues d'intérêt public (art. 171 Cst-VD).

4 Impôt personnel fixe

De toute personne majeure qui a son domicile dans la commune au 1er janvier : 0.0 Fr.

Sont exonérés :

- a) les personnes indigentes;
- b) l'exemption est de 50 % pour chacun des conjoints ou des partenaires enregistrés qui ne sont pas contribuables indépendants pour l'impôt sur le revenu et la fortune.
- c) l'arrêté communal d'imposition peut décréter d'autres exonérations totales ou partielles.

5 Droits de mutation, successions et donations

- a) Droits de mutation perçus sur les actes de transferts immobiliers : par franc perçu par l'Etat 50 cts
- b) Impôts perçus sur les successions et donations : (1)
 - en ligne directe ascendante : par franc perçu par l'Etat 100 cts
 - en ligne directe descendante : par franc perçu par l'Etat 100 cts
 - en ligne collatérale : par franc perçu par l'Etat 100 cts
 - entre non parents : par franc perçu par l'Etat 100 cts

6 Impôt complémentaire sur les immeubles appartenant aux sociétés et fondations (2).

par franc perçu par l'Etat 50 cts

7 Impôt sur les loyers

(Cet impôt est dû par le locataire ou par le propriétaire occupant lui-même son immeuble)

Sur les loyers des immeubles situés sur le territoire de la commune. pour-cent du loyer 0.0%

Les loyers non commerciaux bénéficient des défalcons pour charges de famille suivantes :

8 Impôt sur les divertissements

Sur le prix des entrées et des places payantes : 10.0 %

Notamment pour :

- a) les concerts, conférences, expositions, représentations théâtrales ou cinématographiques et autres manifestations musicales, artistiques ou littéraires;
- b) les manifestations sportives avec spectateurs;
- c) les bals, kermesses, dancings;
- d) les jeux à l'exclusion des sports.

Exceptions :

Les associations et sociétés locales. La Municipalité est compétente pour définir et reconnaître la qualité d'association ou de sociétés locales au sens de l'arrêté par délégation expresse du Conseil communal

9 Impôt sur les chiens

par chien 75.0 Fr.

(selon art.10 du règlement du 6 juillet 2005 concernant la perception de l'impôt sur les chiens)

Exonérations :

(1) Le nombre de centimes additionnels peut être d'autant plus élevé que le degré est plus éloigné.

(2) Cet impôt ne peut être perçu que par les communes qui prélèvent le droit de mutation sur les transferts d'immeubles

| | |
|--|--|
| Choix du système de perception | Article 2. - Les communes ont le choix entre percevoir elles-mêmes leurs taxes et impôts ou charger l'administration cantonale de recouvrer ces éléments pour leur compte (art. 38 et 38a de la loi du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux LICom). |
| Échéances | Article 3. - La loi (annuelle) sur l'impôt (RSV, parution FAO en décembre) prévoit à son article 11 les termes généraux d'échéance. |
| Paiement - intérêts de retard | Article 4. - La commune fixe le taux d'intérêt de retard sur toute contribution impayée perçue directement par elle-même à 4.0 % l'an. L'intérêt de retard court dès la fin d'un délai de paiement de trente jours après l'échéance de la contribution. A défaut, c'est la loi (annuelle) sur l'impôt qui s'applique (art. 13 al. 1). |
| Remises d'impôts | Article 5. - La municipalité peut accorder une remise totale ou partielle des impôts, intérêts de retard, majorations, rappels d'impôts et amendes, lorsque le paiement intégral frapperait trop lourdement le contribuable en raison de pertes importantes ou de tous autres motifs graves. |
| Infractions | Article 6. - Les décisions prises en matière d'amendes pour l'impôt cantonal sur le revenu et sur la fortune, sur le bénéfice net, sur le capital et l'impôt minimum sont également valables pour l'impôt communal correspondant. |
| Soustractions d'impôts | Article 7. - Les soustractions d'impôts et taxes qui sont propres à la commune seront frappées d'amendes pouvant atteindre 5 fois (maximum 8 fois) le montant de l'impôt ou de la taxe soustrait, indépendamment de celui-ci. Elles sont prononcées par la municipalité sous réserve de recours à la commission communale de recours. |
| Commission communale de recours | Article 8. - Les décisions prises en matière d'impôts communaux et de taxes spéciales peuvent faire l'objet d'un recours écrit et motivé, dans les 30 jours dès la notification du bordereau auprès de l'autorité qui a pris la décision attaquée, conformément à l'article 46 de la loi du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux (LICom). |
| Recours au Tribunal cantonal | Article 9. - La décision de la commission communale de recours peut faire l'objet d'un recours au Tribunal cantonal dans les 30 jours dès sa notification. |
| Paiement des impôts sur les successions et donations par dation | Article 10. - Selon l'art. 1er de la loi du 27 septembre 2005 "sur la dation en paiement d'impôts sur les successions et donations" modifiant celle du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux, la Commune peut accepter de manière exceptionnelle le paiement des impôts sur les successions et donations par dation selon les règles et procédures fixées par la loi cantonale du 27 septembre 2005. |

Ainsi adopté par le Conseil général/communal dans sa séance du

Le-La président-e :

le sceau :

Le-La secrétaire :